

2022

# PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE

Janvier à décembre 2022

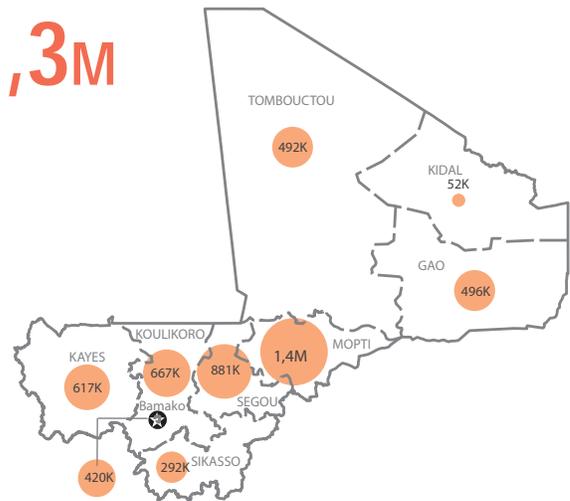
JANVIER 2022



Crédit : Cluster protection

## PERSONNES CIBLÉES\*

5,3M



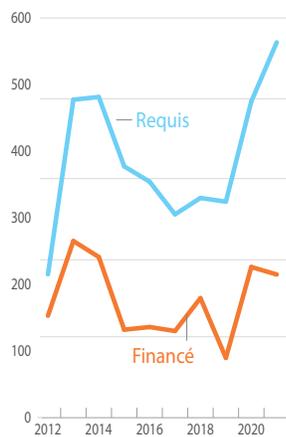
\* Le total est la somme des plus grandes cibles par cercles. Il représente le chiffre du cluster ayant le plus grand effectif de personnes ciblées.

## FONDS REQUIS (US\$)\*



\*voir page 2 pour plus de détails

## ÉVOLUTION DU FINANCEMENT



## NOMBRE DE PARTENAIRES

61

## POPULATION TOTALE

21,1M

## PERSONNES AFFECTÉES

12,9M

## PERSONNES DANS LE BESOIN

7,5M

## PERSONNES CIBLÉES

5,3M

## BUDGET

686M

# Sommaire

- 01 **Aperçu des chiffres clés**
- 02 **Sommaire**
- 03 **Aperçu du Plan de réponse**
- 04 **Aperçu de la réponse sectorielle**
  - Sécurité alimentaire
  - Protection
    - Protection générale
    - Protection de l'enfant
    - Lutte contre les violences basées sur le genre (VBG)
    - Lutte anti-mines humanitaires (LAMH)
  - Nutrition
  - Eau, hygiène et assainissement
  - Éducation
  - Santé
  - Abris / Bien non alimentaire
  - Coordination et services communs
  - Réponse multisectorielle aux réfugiés
- 15 **Annexes**
  - Acronymes
  - Et si nous ne répondons pas ?
  - Comment contribuer ?

## APERÇU DES CHIFFRES CLÉS

L'année 2022 constitue la troisième étape du cycle de la planification humanitaire 2020-2022. Ce plan de réponse humanitaire englobe les interventions les plus pertinentes et adaptées aux besoins humanitaires prioritaires identifiés lors de l'exercice d'analyse et de priorisation des besoins contenus dans l'aperçu des besoins humanitaires (HNO) du Mali pour 2022. Au total, 170 projets de 61 partenaires requérant 686 millions de dollars apporteront des réponses d'urgence pour sauver des vies, faciliter l'accès aux services sociaux de base, protéger les moyens d'existence et soutenir le relèvement des populations affectées.

## BESOINS, CIBLES ET BUDGETS

CLUSTERS	TOTAL			PAR STATUT			PAR SEXE & AGE			FINANCEMENT
	Personnes dans le besoin	Personnes ciblées	% ciblé vs besoin	PDI (Personne déplacée interne)	Retourné et rapatrié	Autres	% Femme	%Enfant   Adulte   Personnes âgées <sup>3</sup>	Requis (million de \$)	
Sécurité alimentaire	3,6M	2,9M	80%	401K	361K	2,2M	50%	56   41   3%	294 ●	
Nutrition	3,4M	2,7M	79%	64K	13K	1,9M	58%	86   14%	78,1 ●	
Protection	3M	2,9M	94%	401K	412K	2,1M	52%	55   41   4%	65,2 ●	
Education	2,9M	1,1M	37%	41K	13K	980K	51%	99   01   0%	59,6 ●	
EHA <sup>1</sup>	3,7M	2,6M	70%	401K	164K	2M	50%	56   41   3%	55,2 ●	
Santé	4,4M	2,1M	56%	401K	164K	1,5M	51%	55   42   3%	22,9 ●	
Abris <sup>2</sup> et BNA	2,1M	1,4M	68%	401K	80K	480K	50%	56   41   3%	19,9 ●	
Coordination	7,5M	5,3M	71%	-	-	-	-	-	26,4 ●	
Réfugiés	110K	110K	100%	-	110K	-	53%	57   40   3%	64,4 ●	
<b>Total</b>	<b>7,5M<sup>4</sup></b>	<b>5,3M<sup>4</sup></b>	<b>71%</b>				<b>52%</b>	<b>67   30   3%</b>	<b>686M</b>	

1- Eau Hygiène et Assainissement 2- Biens non alimentaires 3- Enfants (< 18 ans) | Adultes (18 - 59 ans) | Personnes âgées(> 59 ans) 4- Somme des plus grand nombre par cercle.

## APERÇU DU PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE 2022

L'ampleur de la crise en 2021 s'est accentuée avec l'expansion de la violence et de l'insécurité dans tout le nord et le centre, et vers le sud du pays. Dans ce contexte de sous-investissements, de pauvreté chronique, de crise sociopolitique, les conflits, l'insécurité multiforme et les aléas climatiques (inondations et sécheresses) couplées aux conséquences socioéconomiques de la COVID-19, constituent les principaux déterminants de la crise humanitaire. La juxtaposition de ces aléas menace la vie, accentue les vulnérabilités pré existantes, fragilise les moyens d'existence des ménages affectés et amenuise leur capacité de résilience. De surcroît, les récurrentes contraintes d'accès humanitaire éloignent bon nombre de personnes des services sociaux de base vitaux, les poussant parfois à recourir à des stratégies de survie ou d'adaptation négatives. Pour la première fois depuis le début de la crise multidimensionnelle, le cadre harmonisé (CH) de novembre 2021 annonce près de 2 millions de personnes (22 % de la population) en situation d'insécurité alimentaire aiguë pendant la période de soudure de juin- août 2022. Cette crise alimentaire résultant de l'insécurité, des conflits intercommunautaires, de la perturbation des activités socioéconomiques et de l'insuffisance pluviométrique avec une dégradation des moyens d'existence. Le nombre de personnes déplacées internes (PDI) a atteint en septembre 2021 un chiffre record de 401 850, soit cinq fois plus qu'en septembre 2018 avec 77 046. Comme résultante de ce contexte, la crise affecte près de 12,9 millions de personnes (contre 11 en 2021) parmi lesquelles plus de 7 millions (52% de femmes, 56 % d'enfants, 3% de personnes âgées et 15% de personnes en situation de handicap) ont besoin d'assistance humanitaire comparé à 5,9 millions en 2021. Les besoins prioritaires relèvent de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'accès aux soins de santé, à l'eau hygiène et assainissement, aux abris et à des biens non alimentaires, à une éducation d'urgence et à des services holistiques de protection. Près d'une personne sur cinq a besoin d'une ou plusieurs formes d'assistance. Si ces besoins ne sont pas adressés en 2022, l'on peut s'attendre à des conséquences tragiques telles que les risques de malnutrition et d'exploitation affectant les plus vulnérables.

En termes de géographie, les personnes dans le besoin se trouvent à Mopti (1,6 M), Ségou (1,2 M), Koulikoro (1M), Sikasso (909k), Kayes (829k), Bamako (644k), Tombouctou (633 K), Gao (587k), Kidal (71k). Les besoins sont quant à eux repartis entre les clusters comme suit : santé (4,3 M), (EHA) (3,7M), sécurité alimentaire (3,6 M), nutrition (3,4 M), protection (3M), éducation (2,9M), (BNA), (2,1M), réponses d'urgence aux réfugiés (110 K).

Tenant compte des besoins critiques des populations, de la capacité opérationnelle et de la complémentarité des interventions avec les actions de développement, les partenaires humanitaires ciblent 5,3 M de personnes en 2022 à travers 170 projets requérant un budget global de 686 M de dollars. Ces projets soumis par 61 partenaires couvrent toutes les régions et certains comportent une dimension intersectorielle et multisectorielle. Cela permettra de fournir une réponse holistique aux besoins variés des groupes et sous-groupes prioritaires dans les différentes zones affectées par la crise. Les différentes interventions proposées sont conformes aux thématiques transversales indispensables à savoir (la protection transversale, la redevabilité, le genre, la prévention et la réponse aux abus et exploitations sexuelles, la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG), l'âge, le handicap, le nexus et les transferts monétaires) sont guidées par quatre objectifs stratégiques :

**Objectif stratégique 1** : Sauver et préserver la vie et la dignité d'au moins 80% des populations vulnérables affectées par une crise humanitaire ou par des catastrophes naturelles à travers une assistance multisectorielle en nature et monétaire adressant leurs besoins vitaux, de survie y compris le suivi de protection dans les cercles prioritaires des régions nord, centre, sud et ouest d'ici fin 2022.

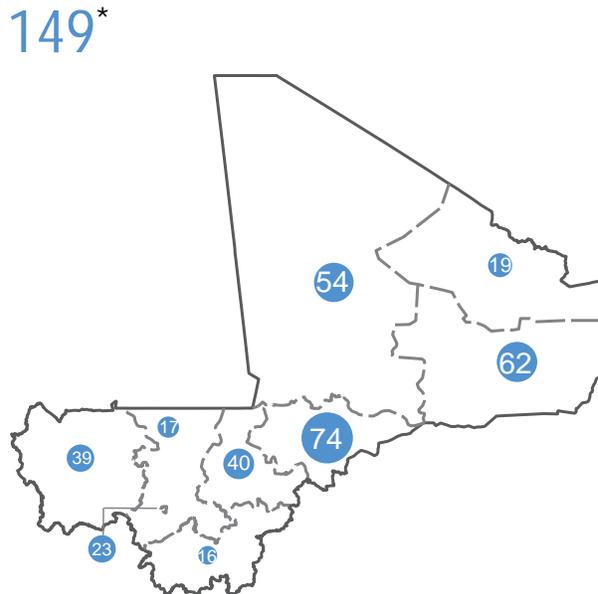
**Objectif stratégique 2** : Permettre à au moins 80% des populations hôtes, PDI, retournés, rapatriés, migrants et autres groupes vulnérables des zones affectées par la crise au centre, nord, sud et ouest du Mali d'avoir accès à des services sociaux de base de qualité d'ici fin 2022.

**Objectif stratégique 3** : Permettre une approche holistique de protection transversale, intégrée ou spécialisée, fondée sur les Droits de l'Homme à au moins 80% des personnes affectées pour l'ensemble de l'intervention en veillant à ce que la protection soit au cœur de l'action humanitaire d'ici 2022.

**Objectif stratégique 4** : Renforcer les capacités de résilience d'au moins 80% des personnes dans au moins 75% des régions à faire face à des chocs, diminuer les vulnérabilités et améliorer les stratégies de subsistance et la préparation aux catastrophes d'ici 2022.

Le financement requis par secteur est réparti comme suit : sécurité alimentaire (294 M \$, soit 41% du total), nutrition (78 M \$, soit 12%), protection (65 M, soit 10%), réfugiés (64 M \$, soit 10%), EHA (55 M \$, soit 8%), éducation (60 M \$ soit 9%), coordination et services communs (26 M \$, soit 4%), santé (23 M \$, soit 3%) et abris/BNA (20M \$, soit 3%).

**PRÉSENCE OPÉRATIONNELLE : NOMBRE DE PARTENAIRES**



\* Un même partenaire peut être opérationnel dans plusieurs régions. Le total n'est donc pas la somme des partenaires par régions. Il représente le nombre de partenaires opérationnelles par région.

# RÉPONSES SECTORIELLES

Les plans de réponse des clusters suivent une démarche à la fois inter et multisectorielle, en stricte conformité avec les considérations transversales susmentionnées.

## SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Pour 2022, les partenaires de ce secteur cibleront 2,9 M de personnes pour un budget de 294 millions de dollars qui permettra de fournir une réponse humanitaire composée d'assistance alimentaire, d'appui au relèvement rapide et durable des moyens d'existence et de renforcement de leur résilience. Les trois axes majeurs sont :

- Réponse aux besoins alimentaires les plus urgents (phase crise et plus du cadre harmonisé (CH) de novembre 2021), au sein des communautés hôtes, des personnes déplacées internes ou de tout autre groupe vulnérable ;
- Appui aux moyens d'existence aussi bien pour les populations bénéficiant de l'assistance que les populations

sous pression (phase 2 du CH) pour accélérer leur relèvement précoce et renforcer leur résilience dont des appuis à la production agricole de contresaison (maraîchage), au soutien à l'élevage, à la pêche et aménagements agricoles, le soutien aux activités génératrices de revenus (AGR), aux microcrédits ruraux et aux microentreprises rurales.

- Le renforcement des capacités des acteurs locaux et étatiques pour améliorer le suivi, la préparation et la coordination de la réponse aux chocs socio-économiques et climatiques.



### PERSONNES DANS LE BESOIN



### PERSONNES CIBLÉES



### FONDS REQUIS (US\$)



### # DE PROJETS



### OBJECTIF 1

Assurer la réponse d'urgence aux besoins immédiats liés à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en assurant l'accès à une nourriture de qualité et son utilisation saine, à travers une assistance coordonnée et intégrée avec les autres secteurs et acteurs.

### OBJECTIF 2

Assurer la complémentarité de la réponse d'urgence avec les actions d'appui aux moyens d'existence et de renforcement de la résilience communautaire, en améliorant l'accès aux actifs productifs et aux marchés pour assurer la disponibilité, l'accès et la stabilité des approvisionnements.

### OBJECTIF 3

Renforcer les capacités des acteurs locaux et étatiques pour améliorer le suivi de la situation, la préparation et la coordination de la réponse aux chocs socio-économiques et climatiques.

#### CONTACT

**Théodore KABORE**

Coordonnateur

theodore.kabore@wfp.org



Crédit: RRM CRS-PDI avec son kit N'Tillit

## PROTECTION

Ce plan comprend quatre sous composantes complémentaires : protection générale, protection de l'enfant, lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) et lutte anti-mines humanitaire (LAMH).

### 1. Protection générale

Les partenaires du cluster protection s'engagent pour 2022 à accroître la portée de la réponse à travers des interventions holistiques.

2,9 M de personnes ont été ciblées pour la réponse humanitaire, pour un budget total de 65,2 millions de dollars pour la mise en œuvre des activités prioritaires non exclusives :

- L'appui des personnes déplacées et retournées pour l'accès aux logements, à la terre, à la propriété et aux ressources naturelles dans les régions nord, centre et sud du Mali ;
- La mise en œuvre de services de protection pour une prise en charge holistique (médicale, psychosociale, légale, sécuritaire, réinsertion socio-économique et scolaire) des communautés affectées ;
- La conduite d'analyses sensibles aux conflits et d'évaluation rapides et approfondies des besoins de protection ;
- La collecte régulière des incidents de protection, l'évaluation et l'analyse de la situation de protection pour informer la communauté humanitaire sur les besoins en vue d'une amélioration de la réponse et une meilleure prévention des risques notamment grâce à une meilleure identification des personnes avec des besoins spécifiques ;
- Le suivi des déplacements forcés de personnes et de mouvements de retour ;
- La prévention, l'atténuation des risques et la sensibilisation sur les violations des droits humains et les incidents de protection ;
- Le renforcement des mécanismes de protection à base communautaire ;
- La lutte contre la discrimination, la stigmatisation et l'appui psychosocial pour les personnes affectées directement ou indirectement par la COVID-19, tout autre problème sanitaire ou la violence ;
- L'accès à la documentation civile pour les communautés affectées par les conflits, inclus les populations hôtes.

### 2. Protection de l'enfant

Ce sous-cluster ciblera 1,03 M des enfants de moins de 18 ans (500 K garçons et 535K filles) pour un budget de 28 millions de dollars. Ses acteurs orienteront leurs interventions vers les enfants les plus vulnérables parmi les populations déplacées internes, retournées, et rapatriées et les communautés hôtes, et ce autour des interventions visant à assurer :

- La prise en charge (y compris psychosociale et médicale) des enfants dans les centres de transit et d'orientation ou dans les familles d'accueil ;
- Le soutien psychosocial individuel et à base communautaire dans les espaces amis d'enfants et autres espaces sécurisés par le biais de séances d'écoute et autres activités psychosociales ;
- La réunification familiale et la réintégration socioéconomique des enfants affectés par les conflits et autres chocs ; notamment les enfants associés aux forces ou groupes armés et les enfants non-accompagnés/séparés ;
- L'obtention d'actes de naissance pour les enfants affectés par le conflit à travers la délivrance de jugements supplétifs ;
- La surveillance et le rapportage sur les six violations graves des droits des enfants en situation de conflit armé (MRM).



### 3. Violences Basées sur le Genre (VBG)

Les partenaires du sous-cluster VBG s'engagent pour 2022, à intensifier des actions de prévention et de lutte contre les VBG avec un paquet d'interventions humanitaires visant prioritairement à accroître l'accès aux services de prise en charge holistique pour les survivant(e)s de VBG et les activités de sensibilisation pour les 1,1 million de personnes ciblées pour un budget de 17,3 millions de dollars. Ainsi, la stratégie d'intervention VBG pour 2022 s'articulera autour des axes non exhaustifs suivants :

- Renforcement et/ou mise en place des services holistiques de réponse aux besoins des survivants : soutenir le Gouvernement pour la mise en place de services holistiques (assistance médicale, psychosociale, sécuritaire, juridique, socio-économique et scolaire), notamment à travers les One Stop Center ;
- Protection de la dignité et de la sûreté des femmes et filles affectées, notamment les plus vulnérables, marginalisées ou à risques de VBG (en situation de handicap, jeunes dont les jeunes filles précocement mariées, âgées, etc.) suite aux situations humanitaires prolongées ou brusques, inclus la pandémie de la COVID-19 : en assurant la disponibilité de kits de protection individuelle (inclus les kits de dignité, de sécurité et d'hygiène menstruelle) ;
- Prévention et atténuation des risques de VBG : la promotion de l'égalité de genre et intégration des mesures d'atténuation des risques des VBG dans les interventions des clusters non spécialisés. Renforcement des mécanismes communautaires pour la protection pour prévenir les VBG, réduire les risques d'exploitation et d'abus sexuels (EAS), faciliter les référencements éthiques et sécurisés des survivant(e)s vers les services spécialisés de prise en charge ;
- Collecte, analyse des données et plaidoyer : la collecte mensuelle, l'analyse et le partage des données non identifiables des survivants à travers le Gender Based Violence Information Management System (GBVIMS) y compris en contribuant à la collecte des données sur les violences sexuelles liées aux conflits, sera poursuivi

- Autonomisation des femmes et des filles et réduire les vulnérabilités : Les espaces sûrs continueront de servir comme points d'entrée privilégiés pour les activités d'autonomisation socio-économique des femmes et filles vulnérables à haut risque de VBG, mais aussi comme des espaces offrant des opportunités de thérapie de groupe et où les femmes pourront bénéficier d'informations. Les activités d'apprentissage de métiers et d'utilisation de cash transfert seront également développées, notamment pour les jeunes.

#### 4. Lutte anti-mines humanitaire (LAMH)

Pour 2022, les partenaires humanitaires du groupe de travail LAMH vont accentuer les activités de la lutte anti-mines dans les zones touchées par le conflit et la violence armée et viseront 823 000 de personnes pour un budget de 3,4 millions de dollars. L'action anti-mine concernera toutes les activités visant à réduire les risques pour les civils, à aider les survivant(e)s à retrouver leur autonomie au sein des communautés, à favoriser des conditions de stabilité et de développement durables et à renforcer leur résilience dans les régions affectées par la menace explosive.

Les interventions seront agencées suivant cinq volets complémentaires :

- La prévention et l'éducation aux risques des engins explosifs, tels que les engins explosifs improvisés (EEI), les mines, et les restes d'explosifs de guerre (REG), ainsi que les armes légères et de petit calibre (ALPC)
- L'assistance aux victimes visant à leur prise en charge holistique, notamment par l'identification, le référencement aux services adéquats, la prise en charge médicale et psychosociale, la réhabilitation physique et la réinsertion socio-économique
- La collecte et l'analyse d'informations relatives aux incidents pour comprendre la nature de la menace et concevoir une réponse humanitaire adéquate ;

- Les enquêtes non techniques pour comprendre l'ampleur des contaminations ;

- Le renforcement des capacités nationales et locales afin d'apporter une réponse efficace et durable aux risques auxquels la population est confrontée ;

- La coordination et l'intégration de la lutte antimines auprès des acteurs humanitaires et des acteurs étatiques, au niveau national, régional et local.



Crédit: UNFPA/VBG

#### PERSONNES DANS LE BESOIN



3M

#### PERSONNES CIBLÉES



2,9M

#### FONDS REQUIS (US\$)



65,2M

#### # DE PROJETS



51

#### OBJECTIF 1

Assurer et coordonner une collecte de données de qualité afin de produire une analyse adéquate de la situation de protection (y compris sur les violations DIH/DIDH, le déplacement forcé, la VBG, la PE, la LAMH, les conflits fonciers) des populations affectées en vue de renforcer les capacités de réponse, le plaidoyer et la mobilisation des financements pour une réponse efficace aux principaux besoins de protection des populations affectées  
Objectif sectoriel.

#### OBJECTIF 2

Contribuer à la réduction des vulnérabilités et au renforcement de la capacité de résilience des populations exposées aux risques de protection, y compris les populations hôtes, par le renforcement des actions de prévention, de cohésion sociale, et de protection à base communautaire.

#### OBJECTIF 3

Renforcer la coordination des interventions de réponse et les capacités des acteurs pour améliorer la qualité et la couverture géographique des services et apporter une réponse holistique de protection aux personnes affectées, via notamment une cartographie des services et un système de référencement harmonisé.

#### CONTACT

Sabrina AMIRAT  
Coordonnatrice  
amirat@unhcr.org

## NUTRITION

Pour 2022, les acteurs de la nutrition vont poursuivre les interventions visant à répondre aux causes de l'insécurité nutritionnelle. La mise à l'échelle des stratégies communautaires et le renforcement des systèmes de santé et de gestion locale seront priorités.

Les partenaires du cluster ont convenu de cibler 2,7 millions de personnes pour un budget de 78,1 millions de dollars afin d'assurer des interventions suivant trois axes à savoir :

- La détection précoce, le référencement et le traitement des cas de malnutrition aiguë (sévère et modérée) ;
- La surveillance nutritionnelle, la prévention de la malnutrition pour les populations les plus à risques, de par leurs caractéristiques ou leur environnement (enfants en bas âge, adolescents, femmes enceintes et allaitantes, personnes porteuses de handicap, personnes vivant avec des maladies chroniques dont le VIH/SIDA, etc) en priorité dans les zones affectées par une crise quelle qu'en soit sa nature ;
- La promotion de l'approche Nexus, à travers un meilleur continuum avec les acteurs de développement, et le renforcement des capacités des services techniques et des acteurs communautaires pour

l'intégration nutritionnelle.

En complément aux trois (3) axes, le cluster nutrition accompagnera le plaidoyer et les efforts en cours pour l'intégration d'une approche nutritionnelle forte dans le plan national de réponse de santé, de sécurité alimentaire, et les programmes de résilience, protection sociale et réponse à la soudure. Cela facilitera la prise en charge de la malnutrition aiguë dans le système de santé, la formation initiale et continue du personnel de santé, y compris au niveau communautaire, ainsi que le plaidoyer pour un environnement favorable à la nutrition. Afin de contribuer à réduire la prévalence de la malnutrition et les rechutes, les activités EHA, préventives et curatives, seront systématiquement intégrées dans les paquets d'activités nutrition, en lien avec la stratégie WASH in Nut et le plan national multisectoriel de nutrition. Ces activités permettront de renforcer la coordination et la convergence entre les différents secteurs sensibles et contributifs à la nutrition afin d'avoir un impact sur la réduction de la malnutrition.



### PERSONNES DANS LE BESOIN



3,4M

### PERSONNES CIBLÉES



2,7M

### FONDS REQUIS (US\$)



78,1M

### # DE PROJETS



24

08

#### OBJECTIF 1

Assurer la détection précoce, le référencement et le traitement des cas de malnutrition aiguë (MAS et MAM).

#### OBJECTIF 2

Assurer la surveillance de la situation nutritionnelle et la prévention de la malnutrition aiguë au sein des populations les plus à risques.

#### OBJECTIF 3

Promouvoir l'approche Nexus en consolidant l'intégration de la nutrition dans le paquet minimum d'activités à tous les niveaux de la pyramide sanitaire et en impliquant les secteurs sensibles et contributifs à la lutte contre la malnutrition.

#### CONTACT

Yves NZIGNDO

Coordonnateur

ynzigndo@unicef.org



Crédit: Aissata Kanitao à 6 mois, mange des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi chez elle à Mopti Photo Harandane Dicko UNICEF

## EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT (EHA)

Pour 2022, les partenaires humanitaires du cluster EHA ciblent 2,6 millions de personnes pour un budget de 55,2 millions de dollars.

La réponse sectorielle est articulée autour de 3 axes d'intervention :

- La réponse EHA d'urgence aux vulnérables en situation d'urgence, y compris les personnes âgées et les personnes en situation de handicap, de façon intégrée et adaptée à leur vulnérabilité ;
- L'amélioration de l'accès équitable et durable des différentes couches de la population aux infrastructures et services EHA dans les zones cibles à travers une approche

sensible au genre et une participation centrée sur leur vulnérabilité ;

- Le renforcement des capacités de réponse aux chocs des acteurs locaux et leur gestion pérenne des services et infrastructures EHA.



Le Cluster EHA portera une attention particulière au plaidoyer en vue de l'opérationnalisation du Nexus humanitaire-développement à travers la feuille de route sectorielle EHA du Nexus et selon la situation-type.

### PERSONNES DANS LE BESOIN



#### OBJECTIF 1

Apporter une assistance EHA d'urgence aux populations vulnérables, dans les zones ciblées, de façon coordonnée, intégrée et adaptée à leur vulnérabilité d'ici fin 2022.

### PERSONNES CIBLÉES



#### OBJECTIF 2

Contribuer aux réponses d'urgence aux crises nutritionnelles à travers des interventions EHA.

### FONDS REQUIS (US\$)



#### OBJECTIF 3

Assurer les mesures EHA et PCI de qualité dans les centres de soins de santé (espaces d'isolement ou de prise en charge) recevant des patients COVID-19.

### # DE PROJETS



#### OBJECTIF 4

Protéger les populations vulnérables afin de ralentir la propagation du COVID-19 à travers la sensibilisation et l'accès aux kits d'hygiène.

#### OBJECTIF 5

Améliorer l'accès des populations, y compris les déplacés, rapatriés et retournés, aux infrastructures et services EHA de façon durable dans les zones vulnérables ciblées d'ici fin de 2022.

#### OBJECTIF 6

Assurer l'accès à des services PCI COVID (fonctionnels et permanents) pour les populations vulnérables, les écoles et les lieux publics.

#### OBJECTIF 7

Assurer la prise en compte des risques de protection et l'implication des bénéficiaires ainsi que leur satisfaction dans la réalisation des activités EHA.

#### OBJECTIF 8

Renforcer les capacités de réponse aux chocs des acteurs locaux et leur gestion pérenne des services et infrastructures EHA.

09

#### CONTACT

Dodo Natatou SANOUSSI  
Coordonnateur  
sdodonatou@unicef.org



Crédit: HELP/ Rampe de distribution d'eau

## ÉDUCATION

Pour 2022, le cluster éducation vise à assurer une réponse humanitaire sensible au genre, inclusive et participative pour les enfants affectés (filles/garçons, personnes déplacés internes et réfugiés, personnes vivant avec un handicap, et les plus difficiles à atteindre notamment ceux des communautés d'accueils) tout en assurant un environnement d'apprentissage sûr et protecteur.

Dans ce cadre, les partenaires ciblent 1,1M de personnes nécessitant un budget d'environ 59,6 millions de dollars.

En termes d'interventions, les activités seront conduites autour de cinq axes, à savoir :

- La réouverture des écoles tout en appuyant le développement d'offres alternatives adaptées ;

- Assurer un environnement d'apprentissage sûr et protecteur (Protocole, kits EHA COVID ;

- Soutien psychosocial et la santé mentale, la cohésion sociale et la construction de la paix ;

- L'alimentation scolaire et ;

- L'amélioration des mécanismes de préparation, et de réponse aux risques.



### PERSONNES DANS LE BESOIN

 2,9M

### PERSONNES CIBLÉES

 1,1M

### FONDS REQUIS (US\$)

 59,6M

### # DE PROJETS

 16

#### OBJECTIF 1

Promouvoir l'accès équitable à une offre éducative inclusive et de qualité dans un environnement protecteur.

#### OBJECTIF 2

Offrir une éducation de qualité aux enfants déscolarisés/non scolarisés dans les régions affectées par une situation de crise.

#### OBJECTIF 3

Renforcer les capacités de résilience du système éducatif (formation des acteurs de l'éducation sur la cohésion sociale, la culture de la paix, la réduction des risques des catastrophes...).

10

#### CONTACT

Patrick LIKELE

Coordonnateur

[plikele@unicef.org](mailto:plikele@unicef.org)



Crédit: UNICEF / Campagne <chaque enfant compte>

## SANTÉ

En 2022, les partenaires du cluster santé, ont identifié 2,1 millions de personnes à cibler pour un budget de 22,9 millions de dollars.

Au niveau opérationnel, la réponse des partenaires du cluster santé reposera sur les cinq axes :

- La fourniture aux populations et notamment aux victimes de VBG l'accès aux services, dont de soutien psychosocial dans les 29 districts prioritaires en assurant l'intégration des soins de VBG dans le dispositif d'offre de soins de santé ;
- Le renforcement de l'accès et l'offre aux soins de santé de qualité aux populations en améliorant les soins curatifs et obstétricaux, les plateaux techniques de CSCoM et CSRef, les équipes mobiles ainsi que les activités de prévention comme la vaccination ;
- Le renforcement du système d'information sanitaire pour améliorer la qualité de la collecte, l'analyse, l'interprétation,

la transmission et l'exploitation des données ;

• Le renforcement du système de préparation et de riposte aux épidémies et catastrophes à travers le renforcement des capacités, les systèmes de surveillance et les plans de contingence ;

• Le renforcement des mécanismes de coordination du groupe sectoriel santé au niveau national et régional.



### PERSONNES DANS LE BESOIN



### PERSONNES CIBLÉES



### FONDS REQUIS (US\$)



### # DE PROJETS



### OBJECTIF 1

Renforcer le système d'information sanitaire au niveau de districts sanitaires.

### OBJECTIF 2

Améliorer le système de préparation et de riposte aux épidémies et catastrophes dans les 29 districts sanitaires.

### OBJECTIF 3

Assurer la prise en compte des risques des protection et l'implication des bénéficiaires ainsi que leur satisfaction dans la réalisation des activités sanitaires.



Crédit: OMS/Laboratoire

### CONTACT

Dr. Mohamadou Bachir  
MBODJ  
Coordonnateur  
mbodjm@who.int

## ABRIS ET BIENS NON ALIMENTAIRES

Pour 2022, selon les partenaires du secteur abris/BNA, les populations les plus vulnérables sont principalement les personnes déplacées internes (PDI) suite aux conflits et inondations, les retournés et les populations non déplacées avec des besoins spécifiques. En tout, 1,4 millions de personnes sont ciblées par le cluster pour une enveloppe financière requise de 19,9 millions de dollars.

Les interventions des organisations du secteur se polarisent autour des actions suivantes :

- L'assurance que la population affectée et vulnérable sur les sites et lieux de regroupement bénéficie à égalité des solutions d'hébergement temporaires, ait accès aux biens non alimentaires standards de base de manière équitable, et à une solution en abri adéquate
- L'appui à la construction ou à la réhabilitation des abris durables pour les populations vulnérables ;

- L'évaluation des besoins en abris et BNA dans les régions et cercles impactés par les déplacements de populations en tenant compte des aspects liés au genre et à la protection ;

- Le pré-positionnement et la distribution de kits BNA aux populations les plus vulnérables dans les zones affectées ;

- L'évaluation de la déperdition des moyens de subsistance des familles hôtes ou en situation de retour durable ;

- La collecte, l'analyse et le partage de données sexo-spécifiques relatives aux besoins et aux interventions des partenaires (réalisation d'enquêtes post interventions et activités de suivi et évaluation).



PERSONNES DANS LE BESOIN

 2,1M

PERSONNES CIBLÉES

 1,4M

FONDS REQUIS (US\$)

 19,9M

# DE PROJETS

 8

12

### OBJECTIF 1

Apporter une réponse en abris d'urgence et biens non-alimentaires aux populations dans le besoin.

### OBJECTIF 2

Assurer la coordination dans l'appui aux partenaires étatiques et opérationnels pour de solutions abris et biens non-alimentaires.

### OBJECTIF 3

Renforcer et assurer la continuité du processus de mise en œuvre des solutions durables en logements dignes et conformes aux attentes des bénéficiaires.

#### CONTACT

Anicet ADJAHOSSOU

Coordonnateur

adjahoss@unhcr.org



Credit: UNHCR/

## COORDINATION ET SERVICES COMMUNS

En 2022, sous l'angle de la coordination et services communs, les partenaires se sont engagés à assurer des services au profit de 149 organisations partenaires humanitaires intervenant au Mali. Pour y parvenir le cluster considère sa cible, le nombre de personnes ciblées par l'ensemble du HRP 2022 pour un budget de 26,4 millions de dollars.

Les partenaires humanitaires s'engagent à articuler les interventions autour :

- D'une coordination renforcée, opérationnelle, redevable basée sur le respect des principes humanitaires et la prise en compte des aspects liés au genre afin d'augmenter l'impact et l'efficacité des interventions des acteurs humanitaires. OCHA, avec ses partenaires, continuera à fournir une assistance humanitaire plus inclusive, efficace, efficiente et responsable ;
- Du plaidoyer, et de la gestion de l'information pour une meilleure planification et orientation de la réponse humanitaire en conformité avec les respects des principes humanitaires ;
- D'un renforcement de la décentralisation de la coordination au niveau régional en renforçant la complémentarité avec les mécanismes de coordination nationaux ; cela sera appuyé par les bureaux régionaux d'OCHA et la présence des points focaux humanitaires.

Les services communs adaptés pour faciliter la conduite de l'action humanitaire seront renforcés. Le service aérien de la communauté humanitaire UNHAS sera maintenu avec un renforcement de ses capacités opérationnelles dont la mise à disposition d'un hélicoptère pour janvier 2022. L'option de nouvelles routes de desserte sera également explorée en fonction des besoins humanitaires exprimés.

Au niveau de l'élaboration et du partage de produits ou supports d'informations humanitaires, OCHA poursuivra son travail à travers la centralisation et le partage de l'information, le plaidoyer, la communication, la redevabilité et le renforcement de la communication avec les communautés.

UNDSS et INSO continueront à apporter leurs services d'appui à la sécurité et sûreté des travailleurs humanitaires sur le terrain à travers divers outils, moyens et approches y compris le renforcement des capacités collectives et individuelles. Cela constitue une garantie de sécurisation de l'assistance humanitaire dans les régions affectées.



Le PNUD à son tour renforcera les initiatives allant dans le cadre de l'articulation entre interventions humanitaires et celles de développement dans les zones où cela est propice conformément à l'approche Nexus humanitaire/développement.

Quant à l'ONG REACH, elle contribuera à faciliter la prise de décision de la communauté humanitaire, la production et gestion de l'information adaptées aux besoins des partenaires et bénéficiaires. Il s'agira essentiellement d'activités de renforcement des capacités des acteurs, le suivi de l'évolution du contexte humanitaire et des besoins, les évaluations spéciales commanditées par la communauté humanitaire ainsi que la préparation des interventions pour le HPC 2023.

Pour une meilleure prise en compte des aspects liés au genre dans le cycle de programmation humanitaire et les interventions pour le HPC 2023, en 2022, OCHA et ONU Femmes continueront à appuyer la conduite des analyses genre ainsi que les formations en Genre dans l'Action Humanitaire pour les acteurs humanitaires.

En somme, dans le cadre du renforcement des mécanismes collectifs de redevabilité aux populations affectés l'ONG Internews apportera un appui technique à la coordination humanitaire pour l'opérationnalisation de la redevabilité au Mali. Il s'agira de coordonner et harmoniser les pratiques d'engagement communautaire et de redevabilité à travers tous les clusters et groupes de travail humanitaires ainsi que la facilitation la mise en place d'un mécanisme tiers de retours d'information des communautés vulnérables

### FONDS REQUIS (US\$)

 26,4M

### # DE PROJETS

 6

### OBJECTIF 3

Stimuler l'action collective dans la mobilisation de financements efficaces pour une action humanitaire suffisante, rapide et coordonnée.

### OBJECTIF 4

Appuyer la sécurisation de l'assistance humanitaire dans les régions affectées par la crise.

### OBJECTIF 1

Adapter les mécanismes de coordination pour une réponse humanitaire coordonnée, efficace et efficiente.

### OBJECTIF 5

Faciliter la mobilité des acteurs et biens humanitaires dans les zones affectées par la crise.

### OBJECTIF 2

Contribuer à la prise de décisions stratégiques et opérationnelles pour une réponse humanitaire coordonnée, efficace, efficiente et effective.

### OBJECTIF 6

Faciliter les réalisations collectives pluriannuelles et plurisectorielles entre acteurs humanitaires et acteurs de développement.

### CONTACT

Fadwa BENMBAREK  
Cheffe de la Coordination et  
Opérations d'OCHA

[benmbarek@un.org](mailto:benmbarek@un.org)

## RÉPONSES AUX RÉFUGIÉS

Le UNHCR et ses partenaires cibleront 110 000 personnes, correspondant à l'ensemble des réfugiés, demandeurs d'asile, personnes à risque d'apatridie et rapatriés au Mali selon les prévisions pour 2022 à travers des interventions multisectorielles d'urgence et des solutions durables. Avec un budget de 64,4 millions de dollars, la réponse se concentre autour de 13 projets. Les priorités opérationnelles d'intervention se focaliseront autour des thématiques suivantes :

- La protection légale, y compris l'accès à l'asile et le cadre législatif, l'enregistrement et la vérification des personnes ciblées et leur documentation appropriée ;
- La prévention et la réduction du risque d'apatridie au travers de procédures d'identification et de réformes juridiques, ainsi que la facilitation de la naturalisation ;
- Le suivi des mouvements mixtes, les informations aux intéressés sur l'asile et la migration et la formation des autorités frontalières, le Mali étant un important pays de départ et de transit ;
- La protection à base communautaire (mobilisation et coexistence pacifique, prévention, interventions et

plaidoyer sur les violences basées sur le genre et la protection de l'enfance) ;

- L'accès à l'éducation ainsi qu'aux autres services sociaux de base (santé, eau potable, assainissement) par le renforcement des structures nationales ;
- Les abris et infrastructures, dans une approche prenant en compte la protection de l'environnement ;
- L'autonomisation, par le renforcement des opportunités économiques et des moyens de subsistance, pour promouvoir la résilience ;
- L'accès aux solutions durables, dont le rapatriement volontaire, la réinstallation et l'intégration locale, en fonction des profils et des besoins.

Des priorités spécifiques sont définies selon les besoins particuliers des groupes de populations, en accord avec les autorités compétentes en charge des personnes réfugiées et rapatriées et en synergie avec les acteurs de développement.



14

### PERSONNES DANS LE BESOIN



110k

#### OBJECTIF 1

Garantir l'accès au territoire et l'effectivité de la protection internationale dans un contexte de mouvements mixtes.

### PERSONNES CIBLÉES



110k

#### OBJECTIF 2

Améliorer l'accès aux services sociaux/économiques de base pour les réfugiés et communautés hôtes à travers le renforcement des capacités nationales et locales.

### FONDS REQUIS (US\$)



64,4M

#### OBJECTIF 3

Promouvoir la recherche de solutions durables aux réfugiés et autres personnes en besoin de protection internationale.

### # DE PROJETS



13



#### CONTACT

Pierre Camara

Représentant adjoint du HCR

camara@unhcr.org

Crédit: UNHCR/Gao

## ACRONYMES

AGR	Activité génératrice de revenus
ALPC	Armes légères et de petit calibre
BNA	Biens non alimentaires
CH	Cadre Harmonisé
CSCOM	Centre de sante communautaire
CSREF	Centre de Santé de référence
DIDH	Droit international des droits de l'homme
DIH	Droit international humanitaire
DNS	Direction nationale de la Santé
DRS	Direction Régionale de la Santé
EEl	Engins explosifs improvisés
EHA	Eau, hygiène et assainissement
HNO	Aperçu des besoins humanitaire
HPC	Cycle de planification humanitaire
HRP	Plan de Réponse Humanitaire
ICCG	Inter cluster coordination Group
INSO	International NGO Safety Organisation
LAMH	Lutte antimine humanitaire
MAM	Malnutrition aiguë modérée
MARA	Mécanisme des arrangements de suivi, d'analyse et de communication de l'information sur la violence sexuelle liée aux conflits
MAS	Malnutrition aiguë sévère
MRM	Mécanisme de surveillance , de communication et d'information sur les violations graves à l'encontre des enfants dans les situations de conflit armé
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
PCI	Prévention et contrôle des infections
PDI,	Personne déplacée interne
PE	Protection de l'enfant
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
REG	Restes explosifs de guerre
STE	Services Techniques Etatiques
UNDSS	United Nations Department of Safety and Security
UNHAS	l'aviation au service de l'humanitaire
UNHCR	Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
VBG	Violences Basées sur le Genre
VIH/SIDA	Virus de l'immunodéficience humaine / Syndrome d'immunodéficience acquise

### LE MALI POURRAIT PASSER DE PHASE DE CRISE À PHASE D'URGENCE



Selon les résultats de l'analyse du cadre harmonisé (CH), **2 millions** de personnes seront en insécurité alimentaire aigue en 2022. Cela équivaut à **10 %** de la population du Mali. En absence d'assistance sur le court terme, ces personnes n'auront pas accès à de la nourriture et à d'autres besoins de base. Elles pourraient donc développer des mécanismes négatifs d'adaptation afin de survivre.

### LES DROITS FONDAMENTAUX ET LA PROTECTION DE **2,9 MILLIONS** DE PERSONNES SERONT EN PÉRIL



L'environnement de protection étant déjà précaire dans les régions du nord et du centre, il faut s'attendre à une aggravation si rien n'est fait dans le secteur de la protection en 2022. Au moins **2,9 millions** de personnes ne seront pas couvertes par les mécanismes d'alerte, de réponse aux incidents de protection ainsi que le référencement. Concernant les violences sexuelles, ce sont **1,1 million** de femmes, hommes, filles et garçons à risque qui ne pourront pas bénéficier d'une prise en charge multisectorielle.

### PRÈS DE 2,7 MILLIONS DE PERSONNES SERONT PRIVÉES D'ASSISTANCE CURATIVE ET PRÉVENTIVE NUTRITIONNELLE



La crise nutritionnelle persistera, augmentant la mortalité et la morbidité des femmes enceintes et allaitantes ainsi que des filles et des garçons de moins de 5 ans. La prise en charge nutritionnelle sera interrompue pour environ **959 305 enfants**, dont **247 088 enfants** souffrant de malnutrition aigue sévère et **712 216 enfants** de **6 à 59** mois souffrant de malnutrition aigue modéré.

### **2,6 MILLIONS** DE PERSONNES PRIVÉES D'ACCÈS AUX SERVICES D'EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT



Si aucune réponse EHA n'est apportée en 2022, un nombre accru de personnes seront exposées à des maladies diarrhéiques avec une aggravation de la malnutrition chez les enfants ainsi que des conflits d'accès à l'eau.

### LE MANQUE D'ÉDUCATION RENFORCERA LES CONFLITS ET LA VIOLENCE



La non-scolarisation des enfants des régions affectées par l'insécurité constitue une violation de leur droit à l'éducation. Au total, près de **500 000 enfants** de trois à 17 ans pourraient être en proie aux abus et exploitation, aux violences sexuelles, aux mariages précoces, à la toxicomanie, aux activités criminelles et aux recrutements par les groupes armés. La déscolarisation des enfants en âge scolaire et des adolescents plus âgés présentent de graves conséquences sur leur développement cognitif et psychosocial harmonieux, mais aussi sur le développement de leur communauté et du pays tout entier. Ces enfants, faute de perspective d'avenir, risquent de contribuer à perpétuer le cycle des conflits et de la violence au Mali.

### **2,3 MILLIONS** DE PERSONNES VULNERABLES N'AURONT PAS ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ



Le manque de services sanitaires appropriés pourrait conduire à l'irruption de différentes épidémies. La vie de **2,3 millions** de personnes se trouvant dans les zones de nord et centre sera en danger du fait de l'absence de l'offre de soins de santé de qualité y compris pour les urgences médicales. L'accès aux soins sera limité et de qualité moindre. Des épidémies risqueront d'éclorre, notamment la rougeole, le paludisme et le choléra. L'absence de soins obstétricaux d'urgence pourrait aussi provoquer une augmentation de la mortalité maternelle.

### **1,4 MILLION** DE PERSONNES CONTINUERONT DE VIVRE DANS DES ABRIS DE FORTUNE SANS BIENS ESSENTIELS



En 2022, le manque d'assistance en abris/BNA pourrait constituer un défi majeur qui ferait obstacle au retour des populations vers leur localité d'origine. En tout, ce sont plus de **400 000 personnes** déplacées internes qui habitent dans des sites ainsi que des communautés hôtes qui vivent dans des conditions ne répondant pas aux standards minimums et qui sont donc ainsi exposées aux risques climatiques, aux diverses formes de violence et vivent dans des conditions sanitaires déplorables.

### UNE REPOSE HUMAINITAIRE TRÈS FRAGILISÉE



En 2022, si rien n'est fait dans le secteur de la coordination, c'est la totalité des personnes ciblées par le HRP 2022 qui seront impactées, soit **5,3 millions** de personnes. La coordination de la réponse humanitaire, la gestion de l'information, le plaidoyer, la mobilisation des ressources, la coordination civilo-militaire, l'accès humanitaire, le renforcement des capacités et l'intégration des thématiques transversales ne pourront pas se faire de manière optimale. Il va en résulter un rétrécissement de l'espace humanitaire, une crise humanitaire invisible, sous financée et avec des pratiques humanitaires qui pourraient être non conformes aux principes humanitaires.

### **110 000** RÉFUGIÉS, RAPATRIÉS DEMANDEURS D'ASILE ET PERSONNES À RISQUE D'APATRIDIE BÉNÉFICIERONT D'UNE PROTECTION INTERNATIONALE AMOINDRIE



Ces personnes feront face à des problèmes majeurs menaçant leur vie, avec des risques de recours à des mécanismes négatifs de survie. Les solutions durables pour les **83 000 rapatriés** et la prévention de l'apatridie seront confrontées à des obstacles majeurs.

# GUIDE DU DONATEUR

## CONTRIBUER AU PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE



Pour voir l'aperçu des besoins humanitaires, le plan de réponse humanitaire et les rapports de monitoring du pays, et donner directement aux organisations participant au plan, merci de visiter :

[www.humanitarianresponse.info/operations/mali](http://www.humanitarianresponse.info/operations/mali)

## DONNER PAR LE BIAIS DU FONDS CENTRAL POUR LES INTERVENTIONS D'URGENCE (CERF)



Le CERF apporte un financement initial rapide pour des actions vitales lors de l'apparition de situations d'urgence et pour les opérations humanitaires essentielles, et sous financées, lors de crises prolongées. Le CERF, géré par OCHA, reçoit des contributions de différents donateurs principalement des gouvernements, mais aussi des compagnies privées, des fondations, des organismes caritatifs et des particuliers réunies dans un fonds unique. Il est utilisé pour des crises partout dans le monde. Pour en savoir plus sur le CERF et sur comment donner, visiter le site web du CERF :

[www.unocha.org/cerf/our-donors/how-donate](http://www.unocha.org/cerf/our-donors/how-donate)

## AIDE D'URGENCE EN NATURE



Les Nations Unies encouragent les donateurs à faire des contributions en espèces, plutôt qu'en nature, pour une rapidité et une flexibilité maximum, ainsi que pour garantir que soient délivrés les biens humanitaires les plus urgents. Dans le cas où vous ne pouvez faire que des contributions en nature, en réponse aux catastrophes et aux urgences, merci de contacter :

[logik@un.org](mailto:logik@un.org)

## ENREGISTREMENT DE VOS CONTRIBUTIONS



OCHA gère le service de surveillance financière (FTS), qui enregistre toutes les contributions humanitaires rapportées (espèces, en nature, multilatérales et bilatérales). Son but est de donner du crédit et de la visibilité aux donateurs pour leur générosité, et de montrer le montant total des financements ainsi que des manques dans les plans humanitaires. Merci de signaler vos contributions à FTS, soit par email à [fts@un.org](mailto:fts@un.org) ou par le biais du formulaire de contribution en ligne à <http://fts.unocha.org>